

L'an deux mil vingt, le **28 janvier** à vingt heures, les membres du conseil municipal de la commune de Le Mesnil au Val se sont réunis dans la salle de la mairie sur la convocation qui leur a été adressée le 20 janvier 2020 par Evelyne MOUCHEL, *Maire*, conformément aux articles L2122-8, L2122-9 et L2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : M^{me} Evelyne MOUCHEL, *Maire*, M^{me} Sophie LANDE, *2^{ème} adjointe*, M^{mes} Colette MAHIER, Pascale COUVREUR, M^{rs} Bruno TRAVERS, Marc MAHIER, David CHOUIPPE.

Absents excusés : M. Jacques CLIN, *1^{er} adjoint* (a donné pouvoir à Mme Colette MAHIER), M. Jean-Marie PICOT (a donné pouvoir à Mme Sophie LANDE), M. Cyril POINCHEVAL (a donné pouvoir à M. Marc MAHIER), Mme Gisèle GEFFROY (a donné pouvoir à Mme Evelyne MOUCHEL).

Absent non excusé : M. Philippe LEVEQUE.

M. David CHOUIPPE est désigné secrétaire de séance.

Approbation du compte-rendu de la réunion du 18 décembre 2019.

I - COMPETENCE FACULTATIVE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES DANS LA DEFINITION DE L'OFFRE DE SERVICE AUX FAMILLES ET LE PORTAGE DU CONVENTIONNEMENT AVEC LA CAF SUR LE TERRITOIRE DEFINI

Madame le maire expose au conseil municipal que la Communauté d'Agglomération a restitué la totalité des compétences enfance-jeunesse aux communes. La délibération du 24 mai 2018 précisait dans son exposé qu'« en cas de restitution, les services ayant été dimensionnés à l'échelle des anciens territoires et dans l'attente d'une réflexion plus large sur les politiques petite enfance, enfance jeunesse que doit engager la communauté d'agglomération, une gestion dans le cadre d'un service commun est à privilégier pour offrir une réponse adaptée et une évolutivité des services en fonction des besoins de proximité ».

Dans les pôles de proximité concernés, les conseils municipaux ont décidé de conserver une gestion collégiale de ces services et d'en confier la gestion, par l'intermédiaire de services communs, à la communauté d'agglomération. Les communes de Cherbourg en Cotentin et La Hague ont leur propre mode de gestion.

Principale partenaire financier pour l'exécution de ces services, la Caisse d'Allocation Familiale de la Manche a, en matière d'action sociale et familiale, fixé des nouvelles modalités d'accompagnement dont le remplacement du contrat enfance jeunesse -CEJ- qui participe au financement et développement des actions portées par les services communs et par certaines communes des pôles. La CAF et la CAC ont travaillé sur le nouveau dispositif, la convention territoriale globale (CTG).

Suite aux échanges avec les services de la CAF, il est proposé que la CTG constitue le nouveau cadre institutionnel partenarial pour l'ensemble des actions portées, directement ou collégalement dans un service commun, par les communes de moins de 10.000 habitants. En effet, les communes nouvelles de Cherbourg en Cotentin et de la Hague étant engagées chacune dans une CTG signée avec la CAF, elles ne sont pas concernées directement par la réflexion engagée par la CAF avec la Communauté d'Agglomération. Il est donc proposé d'exclure ces deux territoires pour ce point dans la prise de compétence.

La CTG serait signée avec la CAF de la Manche pour une durée de deux ans, délai nécessaire à la réalisation des objectifs partagés suivants :

- Structurer et pérenniser le partenariat existant : mise en œuvre d'instances de gouvernance, création d'une fonction de pilotage, permettre le renouvellement des conventions de financement et le transfert des CEJ,
- Créer les conditions favorables au développement équilibré des services du territoire : réalisation d'un état des lieux, favoriser l'émergence d'une politique enfance jeunesse,
- Accompagner les projets en cours au sein des pôles de proximité.

Pour les communes nouvelles de Cherbourg en Cotentin et de La Hague déjà signataires d'une CTG, il est proposé qu'elles s'inscrivent en partenariat avec la CAC pour développer les moyens de coordination de ces politiques dans un objectif de complémentarité.

Cette démarche globale associera également les partenaires institutionnels impliqués dans la dynamique du projet éducatif social local (Etat, Département, MSA, Chambre des Métiers, associations d'action familiale)

La signature de la CTG implique que la Communauté d'Agglomération dispose d'une compétence dédiée lui permettant d'accompagner les territoires concernés dans le développement des services aux familles sachant que les communes conservent la compétence et leur pouvoir décisionnel dans la mise en œuvre des politiques.

Il est donc proposé de soumettre à l'avis du conseil municipal le transfert de la compétence facultative suivante : « *Accompagnement à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation d'un schéma de développement territorial des services aux familles ainsi que, pour les communes de moins de 10.000 habitants, le portage de la convention territoriale globale et de la démarche PESL issu de la coordination des actions communales* ».

En application de l'article L 5211-17 du CGCT, le transfert est autorisé par délibération concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Délibération

Vu le CGCT et en particulier l'article L 5211-17,

Vu la délibération n° DEL2018 _070 du 24 Mai 2018, restituant la compétence enfance jeunesse aux communes,

Vu la délibération n° DEL2019_142 du 12 Décembre 2019 sollicitant le transfert de la compétence facultative à la Communauté d'Agglomération du Cotentin pour l'accompagnement à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation d'un schéma de développement territorial des services aux familles ainsi que, pour les communes de moins de 10.000 habitants, le portage de la convention territoriale globale et de la démarche PESL issu de la coordination des actions communales.

Le conseil municipal émet un avis favorable, à l'unanimité, pour le transfert de la compétence facultative à la Communauté d'Agglomération du Cotentin pour l'accompagnement à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation d'un schéma de développement territorial des services aux familles ainsi que, pour les communes de moins de 10.000 habitants, le portage de la convention territoriale globale et de la démarche PESL issu de la coordination des actions communales.

II - APPROBATION DE LA MODIFICATION DES STATUTS DU SDEM50

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les dispositions des articles L5711-1, et L 5211-20 ;
- Vu la délibération n°CS-2019-65 en date du 12 décembre 2019 par laquelle le comité syndical du Syndicat Départemental d'Energies de la Manche (SDEM50) a accepté à l'unanimité la modification des statuts du syndicat ;
- Considérant que le syndicat doit consulter l'ensemble de ses membres concernant ces modifications, et ce, conformément aux dispositions visées ci-dessus ;

Madame le Maire expose aux membres du conseil municipal que :

- Le Syndicat Départemental d'Energies de la Manche exerce aujourd'hui la compétence fondatrice et fédératrice d'autorité organisatrice de distribution publique d'électricité (AODE) pour tous ses membres adhérents, de manière obligatoire ;
- Les statuts du SDEM50 ne permettent pas à ce jour d'autoriser l'adhésion d'un EPCI puisque ces collectivités ne disposent pas de la compétence « autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE), sauf Villedieu Intercom ;
- Le projet de modification statutaire a pour objet de permettre aux EPCI d'adhérer à une ou plusieurs compétences autre que la compétence AODE ;
- Le projet de modification statutaire a aussi pour objet de déterminer la composition du bureau syndical, de préciser les modalités de fonctionnement des instances (cessation anticipée d'un mandat, commissions statutaires) ;
- Ces statuts modifiés entreront en vigueur à compter de la publication de l'arrêté préfectoral portant modification statutaire, s'agissant des modalités de demandes d'adhésion ;
- S'agissant des modalités de gouvernance, ces dispositions entreront en vigueur à compter de la première réunion de l'assemblée délibérante du Syndicat suivant les élections municipales de 2020, durant laquelle seront installés les nouveaux représentants des adhérents.

Après avoir pris connaissance du projet de statuts, le conseil municipal, à l'unanimité,

DECIDE :

- D'accepter la modification des statuts proposée par le Syndicat Départemental d'Energies de la Manche (SDEM50) ;

III – DEMANDES DE SUBVENTIONS

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, **REFUSE** le versement de subvention pour 2020 à :

- Les restos du cœur
- L'association française des sclérosés en plaques
- APF France handicap
- Association pour le Don de Sang Bénévole du Nord Cotentin
- Secours Catholique
- Association Normande d'Entraide aux Handicapés Physiques

IV – INFORMATIONS DIVERSES

- CONSTRUCTION D'UN ATELIER COMMUNAL :

Lancement du marché en cours

En attente de la réponse pour la demande de DETR

- CYCLOTOURISME :

La 82^e semaine fédérale et internationale de cyclotourisme se déroulera du 2 au 9 août 2020.

La semaine fédérale comprend des communes décorées, un village fédéral (à Valognes), des points d'accueil, des parcours, des animations, des hébergements, des bénévoles.

Le parcours passant par la rue du Bourg le 5 août la commune accueillera les participants comme il se doit :

- M. et Mme BONNET ont été contactés pour assurer les visites de la tour de Barville l'après-midi,
- M. et Mme LECECHEUX ouvriront les jardins de Bručan pour les visiteurs,
- la place du bourg sera agrémentée dans le thème grâce aux agriculteurs.

- ANTENNE RELAIS :

Les informations sur le sujet ont été rendues publiques, le dossier suit son cours.

- ASSOCIATION LES 3 DEESSES :

David CHOUIPPE accompagné de Bruno TRAVERS, membre de l'association, baliseront la nouvelle boucle pédestre de notre commune qui apparaît dans le topoguide du Val de Saire.

V - QUESTION DIVERSES

Planning pour le déroulement des élections municipales le 15 mars 2020 :

- *De 8h à 12h* : Evelyne MOUCHEL
Colette MAHIER
David CHOUIPPE
Bruno TRAVERS

- *De 12h à 15h* : Evelyne MOUCHEL
Cyril POINCHEVAL
Marc MAHIER
Pascale COUVREUR

- *De 15h à 18h* : Evelyne MOUCHEL
Jacques CLIN
Jean-Marie PICOT
Gisèle GEFFROY

Tous les sujets ayant été abordés, la séance est levée à 21h35.